



**Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations**

Pôle de la protection des populations

**Service de la santé et de la protection animales
et de l'environnement**

Unité protection de l'environnement

Exploitant :

Sté EUROVIA

**Arrêté préfectoral n° 2016-DDCSPP-160
Mettant en demeure la Sté EUROVIA, située au lieudit « Les Chaumes »
à Marmagne de régulariser sa situation administrative**

**La Préfète du cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.511-1, L.512-7, L.514-5 et L.541-3;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations classées relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées daté du 22 avril 2016 relatif à l'inspection du 25 mars 2016 des installations exploitées par la société EUROVIA à Marmagne ;

Vu la transmission du rapport de l'inspecteur des installations classées à la société EUROVIA par courrier en date du 22 avril 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 du Président de la République nommant Mme Nathalie COLIN, Préfète du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-1-0008 du 1^{er} janvier 2016 accordant délégation de signature à M. Thierry BERGERON, Directeur Départemental de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cher ;

Vu la décision du 6 janvier 2016 donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cher ;

Considérant que lors de la visite du 25 mars 2016, l'inspecteur des installations classées a constaté l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes par la Société EUROVIA à Marmagne au lieudit « Les Chaumes » ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- 2760-3 : Installations de stockage de déchets inertes, relevant du régime de l'enregistrement au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation de stockage de déchets inertes à Marmagne est exploitée par la Société EUROVIA sans l'enregistrement nécessaire à la date d'édiction du présent arrêté (constat lors de la visite du 25 mars 2016) ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société EUROVIA de régulariser sa situation administrative ;

Considérant les atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liées à la poursuite de l'activité de la société en situation irrégulière, notamment la nature des déchets et leur condition de stockage ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations ;

ARRÊTE

Article 1

La Société EUROVIA, dont le siège social est situé, 59-63, quai H. Chavigny- BP 1316- 41013 Blois Cedex, est mise en demeure pour l'installation de stockage de déchets inertes qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Marmagne, au lieudit « Les Chaumes », de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant à la DDCSPP un dossier de demande d'enregistrement en vue de régulariser ses activités. Ce dossier doit être conforme aux articles R.512-46-1 et suivants du code de l'environnement,
- soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, l'apport de matériaux cessera dans un délai de quinze jours, la déclaration de cessation d'activité sera transmise à la DDCSPP du Cher dans un délai d'un mois. La remise en état sera effective dans un délai de trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-46-25 du code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé dans un délai de trois mois. L'exploitant fournit dans un délai d'un mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (bon de commande à un bureau d'étude, etc...)

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

Article 3

M. le Secrétaire Général, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, M. le Responsable de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant et à M. le Maire de Marmagne.

Bourges, le 26 mai 2016

La Préfète,
Pour La Préfète et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Le Directeur Adjoint

Signé

Délais et voies de recours (article L.514-6 du code de l'environnement):

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où le présent arrêté leur a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

